



# 16 QUESTIONS

## AUX FUTUR·E·S ÉLU·E·S RÉGIONAUX·ALES



FRANCE NATURE  
ENVIRONNEMENT

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



Notre questionnaire a été proposé à l'ensemble des listes candidates aux élections régionales. 4 ont répondu à notre sollicitation. Retour sur les réponses qu'elles nous ont fournies. Nous avons volontairement alterné les réponses des listes aux questions.

### Question 1 - GOUVERNANCE

**Dans quelle mesure associez-vous un panel de citoyen·ne·s aux côtés des différentes parties prenantes dans la construction et la mise en œuvre des politiques publiques régionales ?**

#### NOTRE RÉGION D'ABORD

Tout comme nous l'avons fait pendant ce mandat, les politiques publiques seront menées en concertation totale et continue. Les professionnels, entreprises, associations et représentants de la société civile (via le CESER notamment) sont associés systématiquement à l'élaboration des documents structurants et à la construction de nouveaux dispositifs. Le parlement régional de la jeunesse composé de 120 jeunes a également été partie prenante de la politique jeunesse tout au long de la mandature. Le tissu associatif sera encore plus associé dans la mise en œuvre du plan climat « gardons une COP d'avance ».



Nous entendons développer le rôle du CESER par :

Une plus grande implication en amont (quelques mois) de la décision d'une politique régionale importante, et non quelques jours comme c'est pratiqué actuellement, afin de produire un avis avec des propositions qui peuvent être prises en compte et intégrées. On prévoit ainsi une intervention du CESER en séance plénière de la Région sur la délibération concernée. Nous

proposerons aussi la création d'un collège «environnement» au sein du CESER au même titre que les collèges syndicats et entreprises

L'intégration d'un·e représentant·e CESER dans les différentes commissions thématiques de la Région  
L'intégration et le renforcement le rôle du CESER dans la mise en œuvre du suivi et de l'évaluation des politiques régionales.

Nous prévoyons aussi de renforcer l'implication citoyenne dans les décisions de la Région : conseils citoyens, consultations sur les grands projets, comités d'usagers des services publics, représentants citoyens... et de renforcer le rôle et les moyens du parlement régional des jeunes.

Nous allons également créer un droit de pétition régionale pour recueillir l'avis des citoyens et leur permettre de s'exprimer sur les problématiques régionales.



Donner le droit de pétition régionale sur des sujets de compétences régionales  
Mise en place de budgets participatifs  
Création des espaces Provence d'Initiatives citoyennes et Solidaires (EPICES)  
Evaluation et transparence des politiques publiques par un panel de citoyen.nes tiré.e.s au sort.  
Mettre en place des conventions citoyennes pour le climat



CAP ÉCOLOGIE

Le CESER sera élargi à un groupe de citoyens tiré au sort qui siègera par période de 2 ans. Ce groupe sera doté d'un droit de tirage sur le budget régional afin de pouvoir transcrire dans la réalité ses éventuelles propositions

## Question 2 - BUDGETS ET AIDES REGIONALES

**Quels sont les critères d'éco conditionnalité que vous allez mettre en place pour l'obtention des aides régionales et dans la commande publique pour viser la neutralité carbone en 2050 ?**



CAP ÉCOLOGIE

L'éco- conditionnalité sera appliquée à toutes les aides régionales avec un accent particulier sur l'adaptation au changement climatique et la réduction des inégalités territoriales et sociales. Pour la commande publique la pondération environnementale sera augmentée à 30 %



Conditionner les aides de la région aux entreprises à des critères sociaux et environnementaux (qualité de l'emploi, salaires, égalité H/F , condition de travail et dialogue social, qualité écologique des produits et des moyens de production)  
Pas d'aides aux grands groupes sans contrepartie  
Développement économique à travers 2 filtres principaux : la transition écologique et l'emploi , filtres à intégrer dans la commande publique



LE RASSEMBLEMENT  
ÉCOLOGIQUE  
ET SOCIAL

Pour atteindre la neutralité carbone, il faut à la fois réduire les émissions et augmenter le stockage du carbone. Les critères d'éco conditionnalité seront donc :

- Etude du bilan énergétique du projet, sur la base du scénario Negawatt.
- Impact sur les sols et leur rôle de réservoir de carbone

Au niveau de la commande publique, nous prendrons en compte les engagements des entreprises au niveau de leur responsabilité sociale et environnementales. La réalité des engagements sera contrôlée.

La Région a été en 2017 une des premières à adopter son Schéma Régional de Promotion de l'Achat Responsable (SRPAR). Une façon pour nous d'affirmer notre engagement pour l'exemplarité par la prise en compte systématique dans les achats que la Région réalise, des composantes environne-

mentales et sociales.

Ce schéma s'inscrit en parfaite cohérence avec le Plan climat « Une Cop d'avance » ainsi que le volet Région exemplaire et le Plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région (PRPGD). Il l'est également avec les schémas stratégiques régionaux, notamment le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII).

Ainsi, la démarche achats responsables de la Région, s'est fixé 4 objectifs :

- Encourager les pratiques qui permettent de lutter contre le changement climatique,
- Prendre en compte la transition énergétique,
- Minimiser l'impact environnemental de nos achats,
- Concourir à l'intégration sociale et professionnelle des travailleurs en situation de handicap ou éloignés de l'emploi.

En 2022, a minima 70% des marchés publics passés par la Région Provence Alpes-Côte d'Azur devront répondre à l'un de ces objectifs.

## Question 3 - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

**Comment adaptez-vous la territorialisation du SRADDET sur les 4 bassins de vie définis dans la région, notamment son objectif de réduction de moitié de la consommation d'espace en attendant celui du Zéro Artificialisation Nette ZAN ?**



L'enjeu c'est de traduire concrètement le SRADDET dans les politiques régionales:

- zéro artificialisation et sanctuarisation des terres agricoles à court terme
- conditionnement du StradDET en direction des territoires , ex 50% de production de logements dont les loyers permettent à chacun de se loger, réhabilitation énergétique de 50% des logements anciens à l'horizon 2035.
- révision du StradDET en associant les habitants
- mettre sur un pied d'égalité tous les territoires (ruraux, montagnes, littoraux périurbains et métropolitains)



Le SRADDET est opposable aux documents dits de rang inférieurs tels que les SCOT et les PLU. Le SRADDET peut être révisé dans les six mois qui suivent le renouvellement de l'assemblée régionale. Dès notre élection nous mettrons en œuvre cette révision. Nous le ferons en lien étroit avec les services de l'Etat, en co-construction avec les communes et les intercommunalités ( dont nos 3 métropoles ), les chambres consulaires, le CESER et l'ensemble des citoyen.ne.s engagé.e.s et le tissu associatif.

Loin de l'effet d'annonce qu'est l'instruction gouvernementale de juillet 2019 sur le zéro artificialisation, nous mettrons en place les outils pour le faire vraiment. Une fois classées en zone A tout retour en arrière sera impossible. Cela aura des effets sur la possibilité d'installer de nouveaux agriculteurs en facilitant l'accès au foncier agricole. Le nouveau SRADDET devra permettre la construction limitée de hameaux dans lesquels le logement de l'agriculteur pourra être lié à l'activité. De manière immédiate toute artificialisation de terres cultivées ou cultivables, irriguées ou irrigables devra être stoppée. Pour les communes petites et moyennes, insuffisamment équipées et ayant plus de 60% de terres agricoles, nous travaillerons à ce qu'au plus vite des SCOT et des PLU compatibles avec le SRADDET révisé soient protecteurs, tout en ne bloquant pas les développements nécessaires en équipements d'intérêt général.

Le SRADDET doit imposer des 2023 ( le temps de sa révision ) une politique de zéro artificialisation nette. Pour les communes petites et moyennes ayant plus de 60% de terres agricoles, les PLU ne devront pas bloquer les projets d'intérêt général. Un inventaire des friches agricoles, commerciales, industrielles devra être fait avant toute dérogation. Le terme de « ferme photovoltaïque » sera banni et toute installation sur terre nourricière sera interdite. Il y a bien assez de carrières et de toitures pour capter l'énergie solaire. Nous décréterons un moratoire sur les centres commerciaux périphériques et des plateformes logistiques géantes.

## NOTRE RÉGION D'ABORD

Le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire), adopté le 26 juin 2019 et approuvé par arrêté préfectoral le 15 octobre 2019 (1er SRADDET de France), vise à renforcer et pérenniser l'attractivité du territoire régional, à maîtriser la consommation

de l'espace, à renforcer les centralités et leur mise en réseau et à conjuguer égalité et diversité pour des territoires solidaires et accueillants.

11 domaines stratégiques ont été définis intégrant 68 objectifs et 52 règles à traduire dans les documents d'urbanisme des territoires. Les objectifs, notamment celui qui vise à réduire de moitié la consommation d'espaces naturels et agricoles, ont été déclinés par espace (pour rappel : espaces Azuréen, Rhodanien, Provençal et Alpin).

En décembre 2020, la Région a voté sa stratégie régionale pour une gestion plus efficace du foncier en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette stratégie s'articule en 35 actions à travers 5 axes (Guide\_SRADDET\_-\_Strategie\_fonciere.pdf (maregionsud.fr)).

Pour répondre à l'objectif de réduction de moitié de la consommation d'espace, en attendant celui du Zéro Artificialisation Nette (ZAN), la Région déploie différents moyens notamment :

- L'accompagnement des territoires dans l'élaboration et la révision des documents de planification (SCOT, PLUI)
- L'inventaire des friches urbaines et industrielles et du foncier déjà artificialisé (objet de l'Appel à Projet clos en avril 2021)
- La requalification et l'amélioration des zones d'activités économiques existantes et la promotion des démarches d'aménagement intégré - charte éco-quartier (soutenus dans le cadre des CRET et FRAT)
- L'accompagnement pour la plantation d'arbres (dispositif « un million d'arbres » renforcé pour la prochaine mandature avec, pour objectif, de planter 2 millions d'arbres sur la région).
- La création de nouvelles réserves naturelles régionales (aujourd'hui, 7 au total sur la région dont une créée en mars 2020 « Réserve du Pourra »)



CAP ÉCOLOGIE

En négociant avec l'Etat et les EPCI les conditions d'application de la loi SRU qui est le principal prétexte à l'urbanisation dans les zones soumises à pression. Cette négociation devra prendre en compte les PLH, les stocks de demandes en logement social et pour jeunes actifs non satisfaites et mettre en face le nombre de logements vacants et de résidences secondaires. Par ailleurs, nous vérifierons à travers les projets du contrat de plan la réelle compatibilité entre les TVB et les PLU.

### Question 4 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS, ÉCONOMIE CIRCULAIRE-

**Quels seront les moyens techniques et financiers alloués à l'accompagnement et à la motivation des territoires dans la déclinaison du volet prévention et gestion des déchets du SRADDET\* ?**



Nous lancerons un grand plan pour une "Région zéro déchet polluant" : diminuer les pollutions, favoriser le traitement local des déchets et la gestion des filières pour éviter les flux importants de transports.

Nous soutiendrons les communes pour mieux lutter contre les décharges sauvages et les dépôts illégaux de déchets dans la nature sur leurs territoires.

Avant tout le soutien au passage à la redevance incitative pour les déchets ménagers et aux projets de structuration de filières de recyclage locales. Pour cela, nous envisageons de beaucoup communiquer autour des expériences réussies à l'étranger.

## NOTRE RÉGION D'ABORD

Notre objectif est une région autonome en gestion des déchets en 2030. Pour cela, nous doublerons le budget économie circulaire : 100 M€ sur l'ensemble de la mandature en impliquant, en coordonnant et en aidant l'ensemble des parties prenantes.

Pour les EPCI :

- Des contrats d'objectifs seront signés avec l'ensemble des EPCI avec une enveloppe associée pour aider les équipements de tri et de gestion des déchets
- En parallèle, un dispositif Filidechets en lien avec l'aide permet de développer les filières locales de valorisation des déchets (2 M€ / an)

Pour les professionnels :

- Les décharges sauvages sont de vrais fléaux et sont souvent dues à un manque d'équipement pour les professionnels. Nous mettrons en place un fonds d'aide spécifique de 10M€ pour favoriser la modernisation et la création de sites de gestion des déchets des professionnels : centres de tri et déchèteries

Pour les particuliers :

- Nous remettrons en place la consigne et encouragerons le vrac pour limiter les emballages
- Il est logique que ceux qui produisent moins de déchets, paient moins d'impôts : c'est tout l'enjeu de la mise en place de la tarification incitative
- Le financement des ressourceries pour donner une seconde vie aux objets et réduire la surconsommation

Pour les industriels, les entreprises et les associations, pour atteindre le Zéro plastique en 2030 :

- Soutenir les entreprises innovantes pour recycler le plastique (Earthwake qui transforme le plastique en carburant, MP industrie qui transforme le plastique en mobilier urbain)
- Soutenir les industriels pour les accompagner dans leur transformation afin d'utiliser uniquement du plastique recyclé
- Développer la charte d'engagement animée par l'Agence Régionale pour la Biodiversité et l'Environnement pour accompagner les acteurs du territoire.



Intégrer l'amélioration environnementale (énergie, déchets, décarbonisation, impact sur l'eau/air) pour les industries existantes par la modernisation .

Développer la filière hydrogène et les ENR en mettant en place la chaîne complète pour ces filières (études, innovation, conception ...)

Utiliser l'innovation et les nouvelles technologies pour améliorer la gestion des déchets (biogaz...)

Faciliter le développement de l'ESS (économie sociale et solidaire) , les coopératives, les SCIC et mise en place d'aides pour la reprise d'entreprise par les salariés.

## Question 5 - BIODIVERSITE

Comment mettez-vous en œuvre les principes de zéro perte nette\*(voir définition) de biodiversité et, pour le littoral, du tiers sauvage\* à préserver (voir définition) ?

### NOTRE RÉGION D'ABORD

La région Sud ambitionne d'être la 1ère région verte d'Europe. Les principes de zéro perte nette de biodiversité et du tiers sauvage à préserver ne sont pas abordés tels quels dans le programme, mais pourront être réfléchis en concertation avec les acteurs.

Nous pourrions par exemple proposer des outils opérationnels pour améliorer la séquence « éviter-réduire-compenser », en particulier sur la partie compensation qui apparaît souvent comme insuffisante.



Mise en place d'un DGS adjoint en charge de la lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité : vérifier que les services analysent les projets de chaque direction en tenant compte de ces 2 paramètres.

Création d'une délégation animale

Relancer l'observatoire de la biodiversité et soutien à l'ARB (agence régionale de la biodiversité) des projets

Aide aux lycées, centres de loisirs pour la mise en place de projets sur la biodiversité.

Accompagner les collectivités qui s'engagent à végétaliser leurs centres villes et à devenir «villes natures» (label) ainsi que tous les territoires qui s'engageront à concilier aménagement et biodiversité (protection des terres agricoles péri urbaines, aucun nouveau supermarché et pas de constructions sur des terres agricoles ...)

Mise en place d'une culture de justice environnementale: vers une personnalité juridique pour le patrimoine naturel régional.

Engager un plan de sauvegarde de la biodiversité en renforçant les PNR et la lutte contre la déforestation



Nous prévoyons la création d'une délégation régionale dédiée à la préservation du vivant et au bien-être animal.

Cette délégation aura en charge la protection de la biodiversité et du vivant afin de tendre vers une région "nature préservée", et protéger les milieux naturels en rétablissant les continuités écologiques vertes et bleues.



Nous proposons principalement le recours à deux outils : 1) La compensation environnementale généralisée. La Région accompagnera financièrement et techniquement les propriétaires souscrivant des obligations réelles environnementales dans les zones U des PLU dans une optique zéro artificialisation nette 2) Le cadastre marin : sur le DPM la Région favorisera la constitution d'un inventaire des utilisations réelles de celui-ci de manière à établir comme cela s'est

fait sur terre les droits et les obligations de chacun. Au travers des titres d'occupation qui seront délivrés par l'Etat figurera l'obligation de restaurer le milieu.

## Question 6 - TERRITOIRE DE MONTAGNE

### Au vu du changement climatique qu'envisagez-vous en particulier en matière de transition pour le secteur touristique de montagne ?



Etablir un moratoire sur les équipements lourds, immobiliers et investir ds des propositions et équipements de tourisme toute saison

Sortir du tout tourisme et passer du statut de station de sports d'hiver à celui de stations de montagne

Encourager la diversification, s'engager vers un tourisme maîtrisé, répartir les activités sur l'ensemble du territoire alpin;

Agir contre la situation des «lits froids» qui est un gaspillage économique et énergétique.

Fluidifier la résidence touristique, rénovation des bâtiments pour réduction de l'énergie.

Développer des productions spécifiques (légumes secs, petits fruits ...) dans un souci d'autonomie régionale, encourager l'élevage traditionnel, soutenir les abattoirs paysans



La reconversion des stations à basse altitude et une communication spécifique sur le développement du tourisme de pleine nature.



Dans les régions de basse et moyenne montagne, la Région accompagnera la reconversion de l'économie liée aux sports d'hiver vers des activités qui ne pâtiront plus de la raréfaction de l'enneigement. La production de neige artificielle, de par son impact environnemental, ne peut être considérée comme une solution pérenne, d'autant plus qu'elle nécessite des températures basses. La prise de conscience de la situation et l'acceptation de l'inéluctabilité de l'évolution pourra s'appuyer les projections météorologiques (outil ClimSnow développé par des chercheurs sur les conséquences climatiques) pour bâtir un plan de transition qui permette de garder une viabilité économique des sites tout en amorçant une véritable diversification des activités. Cela passe par des activités de sport et de loisirs «4 saisons», le développement de la randonnée, d'activités ludiques qui peuvent s'étaler sur une période plus longue, en particulier sur les ailes de saison (sept-nov et mars-juin) Cela demande aussi de repenser l'offre de manière plus globale en montagne, notamment l'offre d'hébergement qui est limitée et souvent seulement disponible en cœur de saison.

## NOTRE RÉGION D'ABORD

- Création d'un fonds pour la rénovation de l'offre touristique en région de 100 millions d'euros
- 10 millions d'euros pour la mise en tourisme de nos PNR
- Accompagner les acteurs touristiques dans la reconversion des stations en cas de faible enneigement l'hiver
- Conditionnalité des aides d'hébergements et équipements touristiques sur des critères écologiques et d'accessibilité au handicap.
- L'enveloppe du plan montagne sera doublée justement pour accélérer la diversification des activités touristique suite au changement climatique (200 millions €)

## Question 7 - SANTE ENVIRONNEMENT

### Quels seront les moyens techniques et financiers que vous attribuerez au déploiement du Plan Régional Santé Environnement ?



Nous doublerons son budget avec un accent sur des mesures permettant aux médecines conventionnelles d'agir de concert avec les médecines naturelles et les politiques de prévention notamment au travers des Maisons de Santé

### NOTRE RÉGION D'ABORD

En lien avec la DREAL, le PRSE est mis en œuvre à travers les actions du plan climat, notamment pour améliorer la qualité de l'air (plan Escales zéro fumée, développement des mobilités douces et des transports zéro émission)

Cela représente 600 M€ qui seront consacrés chaque année dans le Plan climat 2.



La crise de la COVID-19 a plus que jamais mis en lumière le besoin d'un service public de la santé. Or, les différentes restructurations ont mis à mal ce service essentiel. Nous impliquerons la Région dans la restauration de ce droit à la santé auquel a droit tout un chacun. Cela passe par une meilleure prévention et une lutte contre les déserts médicaux. Nous apporterons une attention particulière et des moyens accrus pour la prévention et la lutte contre les pollutions.

Nous agissons principalement en :

- Mettant en oeuvre un plan massif de formation de professionnels de santé et la mise en place d'un schéma régional des formations sanitaires et sociales, en concertation avec les acteurs sur le terrain, basé sur un recensement des besoins en formation au plus près des territoires.
- Développant des centres et des maisons de santé pour lutter contre les déserts médicaux.
- Créant une agence environnementale de santé en PACA afin de coordonner l'ensemble des acteurs de la région (médecine de ville, hôpitaux, autorité régionale de santé...) autour des problématiques environnementales.
- Luttant contre toutes les pollutions, en lançant un plan pluriannuel pour améliorer la qualité de l'eau, de l'air et des sols.
- Mise en place d'un schéma régional des formations sanitaires et sociales, en concertation avec les acteurs sur le terrain, basé sur un recensement des besoins en formation au plus près des territoires.



Investir dans des maisons régionales de santé et une par département spécialisée pour les femmes (notamment violence faite aux femmes) et les enfants/jeunes.

Mise en place de centres d'accueil et de prévention de toutes les maladies liés à l'environnement. (pollution de l'air, bruit, pesticides...)

Faire de notre région une région pilote vers la transition : zéro pesticide et zéro perturbateurs endocriniens



## Question 8 - MOBILITES

### 8-A Quels seront les moyens techniques et financiers que vous attribuerez au déploiement du Plan Régional Santé Environnement ?



Pour lutter contre la pollution créée par le secteur routier, nous devons proposer de réelles alternatives à la voiture individuelle à tous les habitants de la région. Nous développerons un maillage cohérent et ambitieux de transports régionaux sur les 31 400 km<sup>2</sup> de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

- Vers des trajets TER à 2€ maximum d'ici la fin du mandat.

- Retour de la carte Zou à 15€ illimitée sur toute la région la première année, avant la mise en place de la gratuité des transports régionaux pour tous les jeunes jusqu'à 25 ans.
- La gratuité des transports pour les personnes les plus précaires (personnes âgées, demandeurs d'emploi).
- Création d'un pass "train des plages" pour voyager en illimité de une à 5 personnes et profiter de notre région en famille.
- Augmentation de la fréquence et des amplitudes horaires des TER afin qu'ils soient mieux adaptés aux besoins des usagers. Nous affirmons le caractère public des transports régionaux sans mise en concurrence de la SNCF.
- Intégration du stationnement en gare dans le "pass Zou" pour favoriser l'intermodalité.
- Réouverture des gares fermées pour rendre ces lieux aux habitants en y implantant des services d'intermodalité, des espaces de travail partagés, des activités associatives.



Mettre fin à la concurrence des trains.

Doubler le trafic ferroviaire et augmenter le maillage régional avec la complémentarité des modes de déplacement (trains, cars, transport à la demande dans les zones reculées)  
Création d'une carte 2.0 : tarifications unifiées sociales et progressives et gratuites pour les jeunes (incitation à prendre les TC) et les précaires.

Soutien à des projets de plateforme de mobilité.

Réouvrir les gares pour accueillir le public et en faire des espaces animées, au centre de pôles d'échange. Contribuer au retour des trains de nuit.

## NOTRE RÉGION D'ABORD

Aujourd'hui, 35% des émissions de gaz à effet de serre sont dues aux transports. Pour autant, encore plus de deux déplacements individuels sur trois se font en voiture.

Notre ambition est donc de proposer des transports sûrs, fiables et écologiques à nos 5 millions d'habitants.

Pour se faire, nous nous fixons trois grands objectifs :

- Continuer de placer l'utilisateur au centre de notre politique transport
  - Devenir la première région de France pour la qualité du service TER / LER
  - Proposer des transports régionaux neutres en carbone en 2030.
- TER et LER.

Nous revenons d'une situation catastrophique : en 2016, 1 train sur 5 était en retard et 1 train sur 10 était annulé. Aujourd'hui, 90% des trains sont à l'heure et seulement 2% sont annulés. Nous irons encore plus loin pour devenir la référence en France.

L'ouverture à la concurrence va nous permettre dès 2025 de doubler l'offre sur les lignes Marseille – Toulon – Nice et les lignes des Alpes-Maritimes, en améliorant la qualité de service.

Nous voulons que ces améliorations bénéficient à l'ensemble du territoire. Nous ouvrirons donc à la concurrence la ligne des Alpes pour gagner 1 heure entre Marseille et Briançon, après avoir sauvé l'étoile de Veynes et les petites lignes.



CAP ÉCOLOGIE

En incitant notamment en accompagnant financièrement le Forfait Mobilité Durable à la complémentarité entre les différents modes de transport . Des plateformes numériques de mobilité durable distribuant des avantages divers à celles et ceux qui les utiliseront doivent permettre de combiner voiture individuelle, bus, train et même bateau.

## 8-B Quelles orientations budgétaires allez-vous donner en faveur des modes ferroviaire et fluvial. Les investissements étant actuellement au bénéfice du transport routier de marchandises ?



CAP ÉCOLOGIE

Les investissements routiers doivent au terme de la mandature devenir l'exception.



Budgets orientés principalement sur le ferroviaire (cadence des TER) et réouverture /renovation de lignes abandonnées pour les voyageurs (ex Aix Rognac, Digne St Auban ...)

Transport des marchandises essentiellement par trains et bateaux .

Developper les trams/trains.

Basculer les financements routiers et aéroportuaires vers le ferroviaire: éco-redevance poids lourds , taxe sur décollage et atterrissage des avions , financements européens.



- Redéploiement des investissements autoroutiers vers le ferroviaire et les mobilités douces. 179 millions d'€ ont été investis dans le réseau autoroutier, ils doivent être réorientés vers le développement des transports collectifs. Nous ferons un moratoire sur les 13 projets autoroutiers et routiers inscrits dans le Contrat de plan Etat-Région.

- Ouverture rapide de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur afin de mettre fin à la saturation de la ligne littorale, et assurer un renforcement du réseau sur le reste de la région.  
- Développer davantage le service public de fret ferroviaire.

## NOTRE RÉGION D'ABORD

Pour garder UNE COP D'AVANCE, nous allons proposer des transports neutres en carbone en 2030. Cela passera d'abord par nos lignes de cars qui seront toutes décarbonées à la fin du mandat.

Nous allons commencer dès janvier 2022 avec le réseau des Alpes-Maritimes. Nous continuerons avec l'ensemble des Lignes Express Régionales et le ramassage scolaire.

Nous finaliserons aussi le raccordement électrique des navires de croisières dans les Ports de Toulon, Marseille et Nice – c'est le plan ESCALES ZERO FUMEE.

L'aéroport d'Avignon deviendra une référence nationale et européenne en atteignant la neutralité carbone pour ses activités aéronautiques.

Enfin, dès 2023, des trains à batterie circuleront sur la ligne Aix-Marseille et la Côte bleue. Des trains à hydrogène suivront sur d'autres lignes en 2026.

De plus, nous mettrons en œuvre un grand plan vélo :

- 10 000km de pistes cyclables
- 1 millions d'utilisateur par jour
- 3 millions de cyclotouristes par an
- Stationnement sécurisé pour les vélos

Nous financerons le développement des navettes maritimes et fluviales propres.

## Question 9 - ÉDUCATION ET SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT

**Quelles mesures allez-vous prendre pour accroître l'éducation et la sensibilisation à l'environnement auprès des lycéen·ne·s, des apprenti·e·s et dans les programmes de formation continue ?**

### NOTRE RÉGION D'ABORD

La Région soutient tout un réseau d'acteurs de l'éducation à l'environnement dans leur structuration et leurs activités grâce à des appels à projets annuels. Nous avons réorienté ces actions d'éducation à l'environnement dans les lycées permettant d'avoir des actions plus ciblées et en lien avec les compétences de la Région. Nous encourageons les initiatives des lycéens en faveur de la sensibilisation aux questions environnementales grâce au Parlement régional de la jeunesse et aux éco-ambassadeurs qui deviennent de vrais moteurs pour accélérer cette dynamique dans leurs lycées. A travers le dispositif Initiatives Éducatives Solidaires (InES) et en s'appuyant sur les orientations régionales comme la Charte Zéro Plastique ou l'accueil du Congrès Mondial de la Nature à Marseille cette année. Nous augmenterons le budget de 20% par rapport à la mandature qui s'achève, soit 1 M€ par an.



Donner les moyens aux lycées, aux CFA d'être acteurs de la transition écologique : participation des élèves au projet d'aménagement des lycées, des CFA avec des chantiers participatifs. Financer 100 000 formations pour l'emploi dans les métiers de la transition écologique et énergétique.

Mettre en place dans les lycées; les CFA des formations à la sensibilité animale et à l'éthologie notamment dans les formations techniques et professionnelles.

Création d'un centre régional de formation aux métiers de l'eau, de la terre et du soleil.

Financer les associations de l'EEDD par projets pour les communes qui travaillent en étroite collaboration avec les écoles, les collèges et les lycées et les centres de loisirs.



Par le renforcement du réseau des associations d'éducation à l'environnement, un fort soutien à l'IRFEDD et aux démarches RSE des entreprises



Nous pensons qu'il faut lier l'éducation à l'environnement avec les implications concrètes dans la vie des lycéens et au cours de la formation. Ainsi, nous souhaitons procurer une alimentation de qualité, à la fois sanitaire et organoleptique dans les cantines en augmentant la part du bio et des produits locaux.

Nous prévoyons le financement de 100 000 formations en lien avec les besoins du territoire et en priorité dans les métiers de la transition écologique et dans l'économie sociale et solidaire (ESS).

## Question 10 - MER ET LITTORAL

**Comment comptez-vous intervenir pour garantir un aménagement du littoral qui tienne compte de l'évolution du trait de côte et des différents risques côtiers (montée du niveau de l'eau, érosion) ?**



Le plan Mer et littoral dérivé du SRADDET devra être révisé en même temps avec des orientations spécifiques dues au changement climatique:

- déployer des filières et donc des emplois pour l'éolien flottant en mer, la déconstruction des navires
- former aux métiers de demain avec l'ouverture d'un lycée de la mer et des filières de formation professionnelle.
- multiplier les aires marines protégées et les corridors bleus de la biodiversité
- encourager les contrats de baies et les gestions environnementales dans les ports.
- aider les communes du littoral à analyser l'évolution des trait de cote afin de prendre en amont les décisions adéquates; améliorer la connaissance par la mise à disposition des données.
- accès pour toutes et tous au littoral , à la continuité du sentier du littoral



Il est illusoire de vouloir s'opposer à la montée des eaux et il faut donc prendre en compte la modification inéluctable du trait de côte.

En PACA, le littoral est très aménagé, artificialisé. Notre responsabilité est plutôt maintenant de le ménager. Nous comptons multiplier et renforcer les contrats de baies, les conventions de gestion avec le conservatoire du littoral pour protéger des espaces acquis ou à acquérir et l'application de l'éco-conditionnalité dans les aides aux collectivités.  
Nous accompagnerons les communes dans l'évaluation et la prise en compte des risques.

## NOTRE RÉGION D'ABORD

Un dispositif Trait de côte sera décliné lors de la prochaine mandature. Il sera conditionné à des solutions fondées sur la nature.

2 axes dans ce dispositif :

- 1/ Adapter le littoral, les espaces côtiers et les sites touristiques majeurs pour faire face aux aléas climatiques et à la hausse attendue du niveau de la mer.
- 2/ Offrir un niveau de service et une qualité d'offre touristique compatible avec un développement économique durable du littoral

Il est composé d'un appel à projets "Adaptation des littoraux au changement climatique » et comprend trois volets :

- volet 1 : émergence de stratégies locales - « la Région accompagne les collectivités qui anticipent et planifient l'avenir de leur front de mer face au changement climatique » 50 % plafonné à 200 k€
- volet 2 : réaménagements des espaces côtiers vulnérables et mise à niveau des sites balnéaires majeurs – « la Région accompagne les collectivités qui (ré)inventent les littoraux de demain et renforcent leur attractivité » 30 % plafonné à 3 M€
- volet 3 : l'enjeu de l'érosion des plages - « la Région accompagne les collectivités qui osent le pari de plages plus naturelles et résilientes face au changement climatique ». (mise en œuvre de solutions fondées sur la nature, pour des « Plages de caractère en Méditerranée ») - 50 % plafonné à 200 k€



En s'impliquant dans les programmes qui anticipent la submersion marine des zones les plus basses notre région de manière à ce qu'ils passent en phase opérationnelle. De ce point de vue il est capital de s'appuyer sur les travaux du CEREMA qui montrent les coûts faramineux de la non action et qui élaborent des mécanismes d'occupation temporaire voire de retrait à l'intérieur des terres d'un certain nombre d'activités

## Question 11 - EAU ET MILIEU AQUATIQUE

### Comment répondez-vous aux enjeux de la demande en eau tous usages confondus, face à l'évolution de la ressource due au changement climatique ?

#### NOTRE RÉGION D'ABORD

Un plan Or Bleu sera mis en œuvre pour préserver la ressource en eau articulé autour de 4 axes :

##### 1- Gestion de la ressource en eau

Afin de gérer au mieux cette ressource précieuse, nécessaire pour de nombreuses activités économiques, la Région a élaboré un schéma régional de la ressource en eau décliné :

- Dans une charte régionale de l'eau
- Dans la mise en œuvre d'une instance gouvernementale régionale, l'AGORA, qui regroupe 115 membres (46 représentants des usagers, 51 représentants des collectivités et 17 représentants des structures de l'Etat) présidée par Philippe Vitel

Elle s'appuie également sur son opérateur historique la SCP : 2 millions d'habitants de notre région bénéficient directement des aménagements de la Société. Cela représente 40% des habitants du territoire régional.

220 millions de mètres cubes d'eau sont annuellement distribués au bénéfice des collectivités, des industriels, des agriculteurs et des particuliers.

##### 2- Gestion des risques naturels majeurs

La Région met en œuvre une politique active de prise en compte du risque naturel à travers le vote d'un livre blanc des risques et l'animation d'un comité régional de concertation sur les risques naturels.

L'institution régionale lie ainsi sa politique de prévention des risques à sa compétence d'aménagement du territoire en donnant les moyens aux collectivités locales de rendre compatible l'occupation humaine avec les phénomènes naturels.

##### 3- Gestion intégrée des milieux aquatiques (préservation de la biodiversité)

Grâce notamment à la compétence confiée par l'Etat sur le grand cycle de l'eau, la Région développe des projets structurants d'aménagement et de restauration des cours d'eaux, de protection de la biodiversité aquatique, de valorisation des milieux aquatiques.

La Région est signataire de 13 contrats de milieux pour un engagement financier restant à voter de 3,1 millions d'euros jusqu'en 2023.

##### 4- Hydraulique agricole

La démarche Prohydra 2028 pilotée par la Région identifie des besoins d'investissement représentant environ 80 M€/an d'ici 2028 pour des projets d'extension, de modernisation et de réhabilitation d'ouvrages hydrauliques.

Pour répondre à cet énorme enjeu, la Région se mobilise très fortement :

- Via la SCP : elle mobilise sa concession régionale en adoptant un plan d'aménagement et d'investissement prévoyant 620 millions d'euros d'investissement à l'horizon 2038
- Via le FEADER : elle a négocié des enveloppes FEADER pour la transition 2021-2022 en forte augmentation permettant de mobiliser 8 millions de FEADER sur l'irrigation
- via le budget région : la région augmente son budget consacré à l'hydraulique agricole: en 2021, 7,9 M d'euros sont prévus contre 5 M€ en 2020.



Par la poursuite et l'amplification des programmes visant à économiser l'eau, la généralisation d'une tarification progressive du mètre cube et l'atteinte par tous les bassins versants de la Région du bon état écologique.



Nous développerons des politiques de l'eau ambitieuses, concertées et adaptées aux dérèglements climatiques. Pour cela, nous disposons de plusieurs leviers : l'éco-conditionnalité des aides, la formation et le développement de la responsabilité environnementale des entreprises. Nous sensibiliseront également les particuliers à l'économie de la ressource et les entreprises agricoles à des pratiques moins consommatrices d'eau.



Droit à l'eau comme bien commun

Mise à disposition des données sur l'eau et les milieux aquatiques avec l'impact du changement climatique (CC)

Économiser l'eau en modernisant les réseaux agricoles et en accompagnant les collectivités qui s'engagent vers des économies d'eau.

Accompagner l'adaptation des filières agricoles au CC (ex irrigation de précision) et le patrimoine hydraulique (contrats de canaux, modernisation ...)

Enjeu central des politiques de l'eau: la biodiversité aquatique avec des financements régionaux et européens, mise en oeuvre de projets dans des partenariats associatifs

Aider les projets de réutilisation des eaux usées traitées (REUT)

Prendre en compte les enjeux de l'eau ds les documents d'urbanisme et les opérations d'aménagement (ex expérimenter «ville perméable»)

Développer des formations sur les eaux souterraines trop méconnues.

Encourager les collectivités à passer en régie publique de gestion des eaux.

Evolution de l'AGORA (assemblée pour une gouvernance opérationnelle de la ressource en eau) vers l'animation de réseaux en impliquant les citoyens et les associations.

Construire un PACTE territorial de l'eau (Straddet) : interdépendance entre les territoires «producteurs» et «consommateurs» d'eau et solidarité entre amont/aval mais aussi aval/amont.

## Question 12 - TRANSITION ENERGETIQUE

**Qu'envisagez-vous en termes de réduction des consommations d'énergie et de développement des énergies renouvelables compte tenu du retard sur les objectifs fixés par le STRADDET ?**



Investir massivement dans les ENR et redevenir la première région solaire

Lancer des appels à projets citoyens d'ENR

Soutenir financièrement au passage des énergies fossiles aux ENR

Création d'un PASS rénovation pour tout logement et copropriété grâce à un guichet unique

Accélérer le tiers financement pour les travaux de rénovation

Soutien aux rénovations éco-conçues

Construction des nouveaux bâtiments régionaux à énergie passive et tendre vers l'énergie positive.

Création d'un pacte d'urbanisme écologique: en finir avec l'étalement urbain et lutter contre les formes de ghettoïsation. (ex expérimenter «ville perméable»)

Développer des formations sur les eaux souterraines trop méconnues.

Encourager les collectivités à passer en régie publique de gestion des eaux.

Evolution de l'AGORA (assemblée pour une gouvernance opérationnelle de la ressource en eau) vers l'animation de réseaux en impliquant les citoyens et les associations.

Construire un PACTE territorial de l'eau (Straddet) : interdépendance entre les territoires «producteurs» et «consommateurs» d'eau et solidarité entre amont/aval mais aussi aval/amont.



Une couverture d'au moins 50 % de la consommation énergétique de la Région par des ENR. Parmi elles la méthanisation doit occuper une place de choix (notamment les filières valorisant les déchets végétaux et les rémanents). Quant aux économies d'énergie cela passe par une rénovation énergétique des logements enfin efficace. Pour cela il faut des aides à la rénovation tournées vers les travaux, des intervenants capables de suivre les travaux réalisés sur le plan technique et une échelle d'intervention infra-EPCI



Nous prévoyons d'accélérer la rénovation énergétique et thermique des logements par des aides aux particuliers et en créant un guichet unique pour le PASS rénovation. Nous contribuerons aussi plus largement au financement des programmes de rénovations urbaines.

Nous mettrons en place des subventions en faveur de la production locale d'énergie renouvelable. Enfin, nous envisageons la création d'une Agence régionale énergie-climat et d'un

Comité de pilotage de la transition énergétique réunissant tous les acteurs publics concernés au sein de la Conférence territoriale de l'action publique (CTAP).

## NOTRE RÉGION D'ABORD

Nous installerons le 1er parc éolien flottant en mer au large de Port Saint Louis du Rhône grâce au projet Provence Grand Large porté par EDF Renouvelable qui permettra de créer 200 emplois dans la phase de chantier avec 3 éoliennes de 8MW au large de port saint Louis.

Nous multiplierons par 5 la part des énergies renouvelables (méthanisation, solaire, géothermie, biomasse, hydraulique) et par 2 les toitures photovoltaïques

Nous serons La région leader en hydrogène vert avec l'accompagnement de la filière et le financement de projets structurants pour notre territoire. 550 millions d'euros ont été estimés en besoin de financement sur la période 2021-2027.

Nous irons chercher ces fonds grâce à un budget régional de 10 M€ par an, grâce au Green Deal et grâce au plan de relance.

Outils proposés :

- L'accompagnement des acteurs régionaux dans leur démarche de recherche de financements nationaux et européens via la mise en relation de partenaires, l'octroi de courriers de soutien et l'aide à la constitution de dossiers.
- Le déploiement des trains Hydrogène dans la prochaine mandature
- Le développement d'un navire 100% hydrogène permettant de transporter des marchandises

Rénovation énergétique :

Nous continuerons à coordonner le SARE (Service d'Accompagnement à la Rénovation Energétique) afin qu'il se structure et s'amplifie sur tout le territoire.

Nous aiderons les particuliers à réduire leur consommation énergétique en isolant mieux leur bâti grâce à la mise à disposition d'un chèque rénovation de 1000€.

## Question 13 - AGRICULTURE

**Quelles actions allez-vous mettre en place pour développer une agriculture agroécologique, biologique et favoriser les circuits courts ?**



Atteindre 60% des terres agricoles en bio en 2030 et viser une région «zéro phyto et sans OGM»

Faire de l'agriculture le 1er secteur économique fixateur de carbone : vers une agroécologie décarbonnée en mettant en place un modèle agricole à haute performance par unité de surface et à faible productivité par unité de travail (mobilisation de 10 à 20% de la population active de la région)

Retour à l'intégration des arbres ds les pratiques agricoles

Préservation et répartition du foncier agricole: enjeu majeur pour la pérennité de notre société.

Zéro artificialisation des sols et arrêt des soutiens aux grands projets inutiles

Réduire la dépense énergétique liée au transport des productions et des personnes en rapprochant les lieux de résidence des espaces agricoles: les circuits courts

Développer les repas bio dans les lycées notamment

## NOTRE RÉGION D'ABORD

L'objectif de la prochaine mandature sera d'être la 1ère région souveraine alimentaire d'Europe. Pour cela nous voulons :

- Limiter les intermédiaires pour que les agriculteurs soient rémunérés au juste prix
- Installer des corners des producteurs dans la grande distribution en lien avec les MIN
- Multiplier par deux les 200 points de vente directe installés au 1er mandat
- Créer une plateforme circuit court qui référence les producteurs
- Travailler avec la grande distribution pour un meilleur référencement de nos producteurs locaux
- 100% des exploitations transmises : créer un chèque installation pour inciter les agriculteurs à s'installer en région Sud
- Préserver le foncier agricole avec les chambres d'agriculture
- Récompenser l'engagement des agriculteurs par la mise en place de crédits carbone
- +20% de Bistrots de pays dans nos villages ruraux
- Création d'une réserve cueillette : une aide pour les entreprises agricoles qui emploient des étudiants

Une agriculture choisie : n'importons pas l'agriculture que nous ne voulons pas !

- Lobbying via à vis de l'Europe pour harmoniser les règles concernant l'agriculture et pour changer la réglementation européenne qui interdit de mentionner l'origine des aliments en restauration collective
- Création d'un chèque « conversion des exploitations » permettant d'atteindre 50% des surfaces certifiées HVE ou Bio
- Créer un label « Made in Sud » pour les produits de la Grande Distribution
- Rechercher les cultures les plus en adéquation avec la demande locale, le climat, la ressource en eau et les terres agricoles disponibles.
- Création d'un plan d'agriculture urbaine afin de créer 50 fermes urbaines pendant le mandat



CAP ÉCOLOGIE

Le soutien à l'agriculture conventionnelle doit devenir l'exception. Par ailleurs il faut développer l'agriculture urbaine et les AMAP. Mais surtout il faut des terrains. Dans les zones tendues de spéculation immobilière intense la maîtrise foncière publique est illusoire. C'est pourquoi là encore il faut utiliser la mécanique des obligations réelles environnementales pour essayer de recréer des trames agricoles dans des zones fortement urbanisées.



Si la région Provence-Alpes-Côte d'Azur possède une agriculture d'excellence, seulement un quart de nos besoins sont couverts par l'agriculture de notre région et nous dépendons trop largement d'importations. Aujourd'hui, encore trop de productions sollicitent des pesticides et sont destinées à l'exportation alors que nous avons besoin dans cette région de pouvoir développer les circuits courts et de proposer une alimentation de qualité, bio qui soit accessible au plus grand nombre.

Notre programme prévoit :

- Le soutien à une agriculture bio de qualité et aux circuits courts, notamment par des aides à l'installation de jeunes paysans bio
- La préservation du foncier agricole en sanctuarisant les terres fertiles disponibles et la poursuite de la reconquête des terres agricoles dans la région en privilégiant l'exploitation de la terre à la bétonisation des espaces.
- Un objectif de 60% d'agriculture biologique d'ici 2030 et la mobilisation pour la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires.
- La garantie d'une alimentation de qualité et de proximité dans les cantines par l'augmentation de la part de bio et en privilégiant les producteurs locaux.
- de favoriser et soutenir le développement de l'agriculture urbaine. Les villes disposent de parcelles à mettre en valeur en leur permettant de devenir productrices de produits agricoles, locaux et disponibles en circuit-courts.



## Question 14 - FORÊT

**Quelles mesures allez-vous prendre pour assurer la préservation de la forêt en tant que milieu de vie et piège à carbone face à son exploitation intensive ?**



Il faut soutenir la recherche agronomique sur l'agroforesterie. Par ailleurs il faut favoriser l'adhésion des propriétaires forestiers privés à une stratégie durable qui prenne en compte le risque incendie et une régénération des peuplements adaptée au climat plus sec et plus violent que nous allons connaître. La Région ne doit plus aider une seule exploitation sylvicole non certifiée et ne plus utiliser un seul bois importé dont l'origine pourrait être douteuse.



Nous souhaitons préserver et développer les parcs naturels régionaux mais aussi entreprendre un plan de végétalisation massif des espaces urbains des collectivités locales partenaires, avec une gestion durable de nos forêts et de nos espaces naturels pour lutter contre le dérèglement climatique.



Préserver les sols agricoles et forestiers  
Considérer la forêt comme bien commun

Mettre en place des instances concertées de gestion de la forêt avec tous les partenaires (citoyens, associations) et tous les usages avec anticipation du CC (gestion des risques) et d'un plan de valorisation durable de la forêt (de la plantation à la l'exploitation)

Pas de financiarisation de la forêt;

Développer les filières forestières (lycées et formation professionnelle); soutenir la création de scieries et l'utilisation du bois d'œuvre dans les bâtiments régionaux, accompagner le chauffage à bois performant limitant les émissions de GES et de polluants)

## NOTRE RÉGION D'ABORD

Chaque année, la Région Sud investira 10 millions d'euros par an dans sa politique forestière régionale :

o A travers les conventions avec notre partenaire historique : l'ONF avec qui nous avons noué une relation de travail étroite, ou encore avec

l'association des communes forestières, ou le centre régional de la propriété forestière

o A travers le plan Guerre du Feu : malheureusement, notre forêt méditerranéenne est confrontée à des incendies chaque été, qui détruisent une partie de ce poumon vert.

Ce plan se décline autour de 3 axes : Préserver, combattre, reconstruire. 4 M€ y ont été consacrés depuis 3 ans.

o A travers enfin le développement des filières bois construction, industrie et énergies : exemple filière Bois des Alpes

En parallèle, un fond de dotation (Fond RESPIR) permettra aux entreprises de participer à ce dispositif de plantation d'arbres et de participer à la captation carbone. Opéré par l'ONF, ce fonds de dotation permettra aux entreprises privées de soutenir des projets d'intérêt général liés à :

- A la sauvegarde et au maintien de la biodiversité
- aux travaux de gestion durable de la forêt régionale tels que les travaux de sylviculture et de plantation d'arbres
- aux travaux de plantations d'arbres en ville

Ces projets seront labellisés « compensation carbone ».

## Question 15 - LYCEES

**Afin d'améliorer la qualité des repas et de développer les circuits courts, quelles mesures allez-vous mettre en place dans les lycées pour distribuer des repas bio, locaux en favorisant les protéines végétales ?**



Nous allons développer la préparation des repas dans les cantines.



Le passage de toutes les cantines 100 % bio sur le mandat est un objectif. Pour cela nous nous appuierons sur les acteurs de l'agriculture biologique, les territoires concernés ( en particulier les communes ) et le personnel travaillant dans les établissements

## NOTRE RÉGION D'ABORD

50% des lycées sont aujourd'hui alimentés en produits locaux ou bio grâce à la mise en place d'un groupement d'achat pour des produits agricoles sous le signe de qualité dès octobre 2020.

Pour une 1ère phase, ce sont 44 lycées dans les Bouches du Rhône et dans les Alpes de Haute Provence, soit 56% des lycées de ces deux départements qui sont alimentés de circuits courts et locaux.

En 2021 et 2022, ce groupement sera étendu à l'ensemble des 181 lycées de la région Sud, soit 100% des lycées alimentés en circuit court.



Distribuer les repas bio dans les lycées est indispensable mais ce sont les agriculteurs bios qui ne sont pas suffisants pour approvisionner les lycées donc aide à l'installation d'agriculteurs bio est très nécessaire et la région doit encourager fortement les jeunes qui souhaitent s'installer.

## Question 16 - ECONOMIE ET INNOVATION

**De quelle manière allez-vous favoriser la mise en place de filières locales ? (Notamment dans l'économie circulaire et dans le cadre de filières agricoles)**



Développer les filières artisanales de la production initiale à la mise en oeuvre finale, valoriser le transfert des savoirs faire et notamment ds les filières de la transition écologiques (alimentation, agriculture, bâtiment , transport...)

Relocaliser l'activité pour restreindre progressivement l'empreinte écologique (alimentation , énergie, secteur médical et santé , services ...)

Valoriser le travail manuel et les savoirs locaux (parfumerie, agro alimentaire , poterie...)

Développer l'économie de partage et de fonctionnalité.

Soutenir l'économie de la «3eme révolution industrielle »



Nous allons favoriser cette évolution par l'éco-conditionnalité des aides mais aussi en étant exemplaires au niveau de la commande publique. Il est aussi nécessaire d'évaluer les politiques publiques afin de les faire évoluer dans le sens souhaité..

La région soutiendra l'économie de la « 3ème révolution industrielle » associant les ENR, le numérique, le stockage de l'énergie et la mobilité électrique (efficacité énergétique des bâtiments, filière de recyclages, mobilité sans carbone...). Elle lancera un plan d'accompagnement et de développement pour des industrie décarbonées et respectueuses de l'environnement notamment autour de l'Etang de Berre, de Gardanne et la requalification des friches industrielles.

Au niveau agricole, nous engagerons une structuration de la filière bio et nous engagerons pour le développement d'une filière agro-alimentaire qui mette en valeur les produits locaux.



Un Fonds pour l'Innovation Environnementale doté de 6 millions d'»euros annuellement sera créé. Dans ce Fonds siégeront des associations, des instituts de recherche, des élus locaux et des acteurs professionnels

## NOTRE RÉGION D'ABORD

Les filières locales seront favorisées à travers :

- l'objectif d'une région autonome en gestion des déchets,
- la politique de développement des circuits courts
- et le Schéma Régional de Promotion de l'Achat Responsable

qui ont été développés dans les réponses précédentes.